

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Le Roux, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Garval, Greffière

10 heures 10

01)	DOSSIER N° 2500411	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	
02)	DOSSIER N° 2500413	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

Arrêté le 19/05/2025
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Le Roux, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Garval, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2002191	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 10 décembre 2019 du préfet du Morbihan déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de mise à 2x2 voies de la RD 775, section Le Croizo-Kergounioux, sur le territoire de la commune de La Vraie-Croix	
Demandeur	Nom des parties ASSOCIATION ELEMENTERRE CONFEDERATION PAYSANNE DU MORBIHAN Monsieur et/ou Madame Monsieur et/ou Madame Monsieur et/ou Madame Monsieur Madame	Représentants des parties Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour) Maître CONDE Mariama (Cour)
Intervenant	ASSOCIATION BRETAGNE VIVANTE	
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN DEPARTEMENT DU MORBIHAN	SOCIETE D'AVOCATS CLL AVOCATS

10 heures 30

02)	DOSSIER N° 2204505	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande d'annulation de l'arrêté du 6 juillet 2022 du préfet d'Ille-et-Vilaine déclarant d'utilité publique pour réserves foncières, le projet d'aménagement des secteurs des Rosiers, de la Gare et du Grand Pâtis sur le territoire de la commune de Bruz

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Madame	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Monsieur	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Monsieur	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Monsieur	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Monsieur	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Madame	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Madame	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Madame	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
	Monsieur	Maître BLANQUET Ronan (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE COMMUNE DE BRUZ	SOCIETE D'AVOCATS THOME HEITZMANN (Cour)

03)	DOSSIER N° 2501573	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 10 février 2025 du directeur du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) portant refus de délivrance d'une carte professionnelle

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GUILLOU Damien
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2201574	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 1er octobre 2021 de la commune de Carnac accordant un permis de construire pour une maison individuelle accolée à un garage existant sur un terrain situé * allée des Alouettes	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS P. & A.
Défendeur	COMMUNE DE CARNAC	MAUDET-CAMUS (Cour)
	Monsieur	
05)	DOSSIER N° 2204361	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté n° PC0292572200013 du 27 juin 2022 de la commune de Saint-Pabu accordant un permis de construire pour la surélévation d'un hangar existant et l'aménagement de bureaux sur un terrain situé lieudit *	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	CABINET SAOUT (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-PABU	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
	Madame	

10 heures 30

06)	DOSSIER N° 2305670	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire – Demande la condamnation de la société AREP à verser respectivement à la société GAN ASSURANCES et à la société IRG des indemnités en réparation du préjudice subi lors de la réalisation des travaux publics ayant pour objet la réfection de la gare de Rennes	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	GAN ASSURANCES	SOCIETE D'AVOCATS BOEDEC RAOUL-BOURLES LE VELY-VERGNE
	SARL IRG	SOCIETE D'AVOCATS BOEDEC RAOUL-BOURLES LE VELY-VERGNE
Défendeur	SOCIETE AREP	SOCIETE D'AVOCATS MARTIN & ASSOCIES
	SOCIETE LEON GROSSE	SOCIETE D'AVOCATS AVOXA
	SOCIETE ALTRAD ARNHOLDT (ARNHOLDT ECHAFAUDAGES)	
	GAGNE	
07)	DOSSIER N° 2306348	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire : Demande d'annulation de la décision du 28 septembre 2023 de la commune de Brest portant rejet du versement d'une somme en réparation des préjudices subis suite à une chute survenu le 22 octobre 2022 au cimetière de Kerfautras	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître RAJJOU David
Défendeur	COMMUNE DE BREST	CABINET D'AVOCATS VIA

10 heures 30

08)	DOSSIER N° 2306684	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande d'annulation de la décision implicite du centre hospitalier universitaire (CHU) de Rennes portant rejet d'une demande d'indemnisation des préjudices moral et médical liés à la perte de chance d'obtenir les données identifiantes et non identifiantes du donneur (assistance médicale à la procréation) et à la perte du dossier médical du donneur et à l'anxiété	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	KRZISCH (Cour)
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE RENNES	CABINET D'AVOCATS EFFICIA
Observateur	COMMISSION D'ACCES DES "PERSONNES EN ASSISTANCE MEDICALE	
09)	DOSSIER N° 2400126	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de rejet de l'Office français de la biodiversité (OFB) portant sur l'acquittement d'une créance échue et non honorée avec capitalisation des intérêts moratoires du complément indemnitaire annuel.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	OFFICE FRANCAIS POUR LA BIODIVERSITE (OFB)	
10)	DOSSIER N° 2400226	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 4 janvier 2024 du recteur de l'académie de Rennes portant sur le montant de l'indemnité de frais de changement de résidence accordée pour une mutation en date du 1er septembre 2023 en tant que personnel de direction sur un poste de principal adjoint au collègue Germaine Tillion à La Mézière.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	

10 heures 30

11)	DOSSIER N° 2400352	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 5 décembre 2023 du service hydraugraphique et océanique de la marine (SHOM) annulant la décision du 1er décembre 2023 portant changement d'affectation au poste de contrôleur en cartographie marine (TSEF).	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANIQUE DE LA MARINE (SHOM) MINISTERE DES ARMEES	
12)	DOSSIER N° 2400480	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du rectorat de l'académie de Rennes portant sur le non-respect du délai de prévenance lié au non renouvellement d'un contrat à durée déterminée ainsi que du paiement tardif de la prime de précarité de fin de contrat	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	
13)	DOSSIER N° 2501849	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande l'exécution du jugement n° 2201674 du 6 février 2024 portant sur la décision du 25 janvier 2022 du ministre des Armées refusant de faire droit à une demande de remboursement de soins de santé relatifs à un accident de service, ensemble la décision du 8 mars 2022 portant rejet du recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître VOISIN Alix (Cour)
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

10 heures 30

14)	DOSSIER N° 2502552	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
-----	--------------------	-------------------------------------

Titre de l'affaire Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2025 du préfet du Morbihan portant refus de renouvellement de l'habilitation funéraire		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Monsieur	Maître MASCRIER Isabelle (Cour)
Défendeur	ENTREPRISE CROCQ JEAN MARIE	Maître MASCRIER Isabelle (Cour)
	PREFECTURE DU MORBIHAN	

15)	DOSSIER N° 2502796	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
-----	--------------------	-------------------------------------

Titre de l'affaire Demande d'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement n° 2101661, 2103348 du 29 septembre 2023 portant sur les décisions des préfets d'Ille-et-Vilaine et du Finistère par lesquelles ils ont mis en place et rendu obligatoire l'usage d'un téléservice pour l'obtention d'un rendez-vous et le dépôt de certaines demandes concernant la situation des étrangers résidant dans leur département respectif		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	CIMADE	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
	GISTI	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
	SAF	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
	LDH	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
	ADDE	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
	SECOURS CATHOLIQUE	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
	PREFECTURE DU FINISTERE	
Observateur	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER	

10 heures 30

16)	DOSSIER N° 2300055	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la délibération n°23 du 3 novembre 2022 du conseil municipal de la commune de Fougères déclarant les parcelles AT 855 et AT 786 et 787 rue de la Fourchette en l'état d'abandon manifeste, et décidant d'en poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître COLLET Esther (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE FOUGERES	SOCIETE D'AVOCATS THOME HEITZMANN (Cour)
17)	DOSSIER N° 2300056	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la délibération n°22 du 3 novembre 2022 du conseil municipal de la commune de Fougères déclarant les parcelles AT 855 et AT 786 et 787 rue de la Fourchette en l'état d'abandon manifeste, et décidant d'en poursuivre l'expropriation pour cause d'utilité publique	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SCI LE CALVAIRE	Maître COLLET Esther (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE FOUGERES	SOCIETE D'AVOCATS THOME HEITZMANN (Cour)
18)	DOSSIER N° 2305369	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 30 mars 2023 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité dans le cadre de la procédure d'abandon manifeste des parcelles cadastrées section AT n°786, 787 et 855 sises rue de la Fourchette et rue de la Pinterie à Fougères, ensemble la décision de rejet du recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître COLLET Esther (Cour)
	SCI LE CALVAIRE	Maître COLLET Esther (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
	COMMUNE DE FOUGERES	SOCIETE D'AVOCATS THOME HEITZMANN

10 heures 30

19)	DOSSIER N° 2303743	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande d'annulation de la décision implicite de la commune de Plouhinec (29) rejetant une demande portant sur des dommages causés à l'accès au niveau du seuil d'entrée, d'une maison familiale et d'une maison natale situées à Plouhinec, par la réalisation de travaux de voirie et notamment dehaussement et modifications des trottoirs et accotements de la voie publique	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame	Maître GARET Ronan
Défendeur	COMMUNE DE PLOUHINEC	SELARL ARES (Cour)
Intervenant	SOCIETE OKARE INGENIERIE	SELARL ALCHIMIE AVOCATS
	SOCIETE COLAS FRANCE	
	SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	SOCIETE D'AVOCATS CHEVALLIER
	SOCIETE SPAC	SOCIETE D'AVOCATS BG ASSOCIES
	SOCIETE QBE EUROPE	
20)	DOSSIER N° 2304371	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 9 juin 2023 du Conseil nationale des activités privées de sécurité (CNAPS) prononçant un blâme assorti d'une pénalité financière en qualité d'exploitant individuel de l'organisme de formation des activités privées de sécurité.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître GUILLOU Damien
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	
21)	DOSSIER N° 2305397	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours indemnitaire - Demande d'annulation de la décision du 14 septembre 2023 du ministère des Armées portant rejet d'une de l'indemnisation des préjudices imputables à la carence des services du ministère à la suite de problèmes de santé survenus lors d'un voyage privé à l'étranger en 2018	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur	Maître Benjamin MICHEL BENJAMIN (Cour)
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

10 heures 30

22)	DOSSIER N° 2307035	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande d'annulation de la décision du 27 octobre 2023 du Conseil nationale des activités privées de sécurité (CNAPS) portant refus de délivrance d'une carte professionnelle de sécurité

Nom des parties

Demandeur Monsieur

Défendeur CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE

Représentants des parties

Maître GUILLOU Damien

Arrêté le 19/05/2025

Le président du tribunal